

Analyse polémique

L'UNEF et le mouvement contre le projet Devaquet (novembre-décembre 1986) :

Depuis le 10 mars 2021, le site unef.org s'est enrichi d'un vaste dossier sur le mouvement étudiant victorieux. Voici le texte publié par Guillaume Hoibian le 17 janvier 2021 sur le groupe Facebook.

[Les documents cités sont en ligne sur le site unef.org]

« L'Unef a été un acteur majeur du mouvement Devaquet. Mon post initial n'avait pour objectif que de rappeler les réticences de la direction nationale à mobiliser sur le seul "retrait" du projet de loi à la rentrée. Je sais bien et les archives le montrent que les militants de l'Unef ont été très présents et ont même parfois impulsé le mouvement dans leur université.

Mais il faut chercher à comprendre les raisons qui poussent le secrétariat national à dénoncer ce mot d'ordre comme trompeur. Il ne s'agit pas de critiquer quiconque. J'ai beaucoup de respect pour les dirigeants de l'époque. J'ai moi aussi, à mon niveau de jeune militant, débarqué dans la planète Unef, exprimé mon accord avec cette position.

La droite venait de revenir au pouvoir et la gauche, notamment communiste, était très affaiblie. Le retrait semblait illusoire. L'Unef-id n'y croyait pas non plus, mais pensait possible d'amender, de modifier le projet (et devait résister à la pression de ses minorités). De plus, de fortes mobilisations sur le budget avaient eu lieu au printemps, souvent à l'initiative de l'Unef.

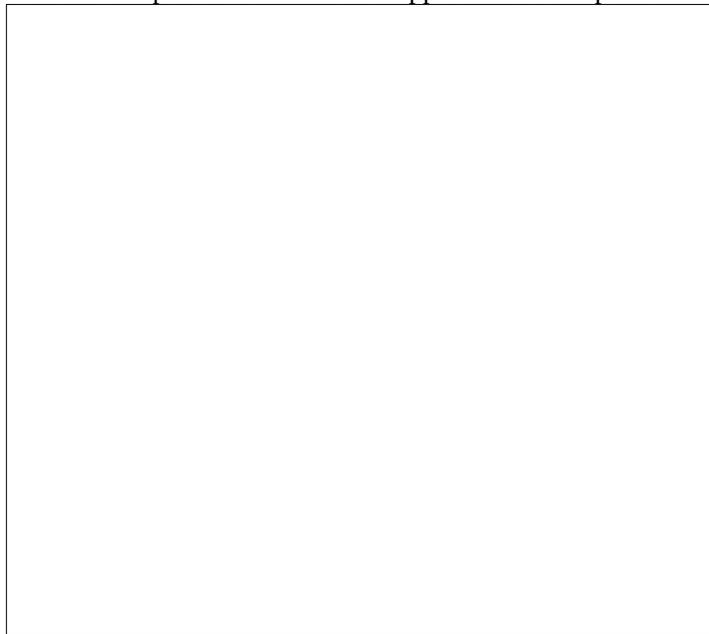
Fin octobre 86, « trois journées nationales d'actions pour le réinvestissement de l'État dans notre formation » ont été organisées et la lettre de convocation du CN des 15 et 16 novembre révèle que la direction n'était en rien passive puisqu'il s'agissait d'impulser « une bataille revendicative et d'organisation des étudiants jamais égalée dans la dernière période en convoquant des Assises des luttes les 29 et 30 novembre » (Courrier du 7 novembre 1986). La direction pense même possible d'organiser une manif nationale pour le 10 décembre (secrétariat du 30 octobre 1986). Les jours qui suivent ce CN, la lutte pour la « non-application du projet de loi Devaquet » apparaît dans les courriers nationaux mais toujours accolée du fameux « et gagner le réinvestissement de l'État dans nos formations ».

Le long courrier de Patrice Leclerc, président, du 12 novembre montre bien la nécessité de se baser sur la diversité des revendications. Les « attaques contre notre droit aux études sont multiples, quotidiennes, locales et nationales (aide sociale, projet de loi, budget, TD surchargés, manque d'informations, non démocratie, manque de polys, restaurants universitaires...) ». Cela permet de montrer que

les difficultés du supérieur n'ont pas débuté avec le retour de la droite (« C'est bien parce que le niveau d'organisation des étudiants a baissé ces dix dernières années que les gouvernements, les administrations ont pu intensifier les attaques contre le droit aux études »). Par ailleurs, il y a une réticence face aux formes de mobilisation qui commencent à apparaître. Des appels (Caen, Poitiers...) à l'unité des étudiants contre le projet Devaquet ont été diffusés fin octobre début novembre (les archives de MR en gardent la trace). Dans le même courrier du 12 novembre, ces démarches sont présentées comme « politiciennes » et menées par « certains, en mal d'agitation, poursuivant leur travail de désorganisation des étudiants, d'entrave au développement du syndicat à l'université ».

Bref, nous sommes encore loin de la stratégie du rassemblement adoptée un an plus tard à Saint-Etienne et l'accent est mis sur la nécessaire syndicalisation même s'il ne s'agit pas « de poser des préalables à l'action ».

Les rapports du BN (14 novembre par Vincent Markidès) et du CN (15 novembre par Marc Rossetti) sont aussi très méfiants à l'égard de ces appels à l'unité qui émanent bien souvent de « certains incapables de développer des actions concrètes importantes ». Avec ces appels de Caen « par la



tendance LCR de l'UID » ou de Poitiers « par la tendance PCI de l'UID ou les collectifs anarchistes comme à Nanterre », « on nous propose du vent, des grandes phrases et surtout [on veut] empêcher les étudiants d'être forts en agissant, en se syndiquant avec l'[UNEF]. ».

Mais à ce même CN, les représentants de Nancy (P.Daguerre et P.Goesching) insistent sur la mobilisation contre la loi Devaquet. On voit bien que la direction était très hostile au projet Devaquet mais préférait un travail de fond avec des luttes et des « actions concrètes ». La lutte pour le retrait était considérée comme illusoire car ne permettant pas d'affronter les vraies difficultés des étudiants et masquait les responsabilités des gouvernements précédents. L'enjeu des Assises nationales des luttes des 29 et 30 novembre est d'élargir le spectre des luttes. Dans la lettre envoyée à tous les adhérents (« Lettre du BN - sd mais envoyée juste après le CN), et appelant à la participation aux Assises Nales, une grande diversité d'actions déjà menées sont présentées (lutte pour le dédoublement d'un amphî à Créteil, maintien des notes de TP à saint-Etienne, Grève à Nice contre la hausse des droits d'inscription ... et Manif à Limoges « avec l'AGEL-UNEF » contre le projet Devaquet et à Nancy « avec l'AGEN-UNEF »). Le souhait de ne pas se replier sur le simple mot d'ordre du retrait est clair.

Les notes prises par MR en secrétariat (devenu quotidien) montre l'obsession de ne pas être dépassé par l'Unef-ID. Ces derniers ont prévu des Etats-Généraux le 22 novembre et notre secrétariat pensent que ces derniers vont déboucher sur une manif nationale la semaine suivante (secrétariat du 18 nov). Durant le même secrétariat, MR s'inquiète que nos interventions sur les Assises soient peu visibles et que nous passons comme « un peu briseur de mouvement », « on passe un peu pour les gagne petit », la grève ayant pris à Villetaneuse la veille (lundi 17 nov).

A partir de là, le mouvement démarre et l'Unef se bouge. Par exemple, la FAGIF se rassemble tous les soirs et c'est la mobilisation contre Devaquet qui domine. Patrice Leclerc à la réunion parisienne du 19 novembre déclare que « c'est bien que les étudiants luttent, se mobilisent. C'est en gros tout notre travail de fond qui s'exprime et que l'UID récupère ».

Le même reconnaît que la loi Devaquet est devenu un « problème majoritaire » chez les

étudiants mais que notre rôle est de « reprendre le thème de la syndicalisation, reprendre toute notre place pour amener les bonnes questions à partir de la loi Devaquet ». S'ensuit l'appel de l'UNEF à une manif parisienne pour le 20 novembre en direction du ministère.

Donc, on se bouge mais sur la défensive.



Catherine Jouanneau

Le 20 novembre 1986 nous étions à peine 2000 à défiler dans les rues entre Jussieu et la Sorbonne, j'étais dépitée. Xavier Aknine a dit : "Je suis persuadé qu'il va y avoir un mouvement de très grande ampleur". Je n'y croyais pas du tout 😊

ont inventé de nouvelles formes d'organisation, plus souples, plus larges, dans la méfiance des syndicats.

C'est la raison pour laquelle, l'UNEF s'est opposée à cette réunification d'appareils, dans un contexte où le fait syndical était ultra-minoritaire chez les étudiants.

Nous voulions poursuivre l'action et le rassemblement avec les étudiants les plus actifs, fers de lance du mouvement en mettant le syndicat à leur service mais sans faire de l'adhésion un préalable.

Pour revenir à l'orientation de l'UNEF avant le mouvement : elle était clairement défensive en appelant à déraciner le projet Devaquet et non à engager un mouvement massif pour son retrait.

L'explication est très politique : la droite était revenue aux affaires en 86 après sa victoire aux législatives et l'UNEF, s'appuyant sur l'analyse du PCF, en voulait encore à l'élitisme républicain défendu par Chevènement, ex-ministre de l'éducation, et chercha à démontrer que le projet Devaquet s'enracinait dans la politique menée par le gouvernement socialiste.

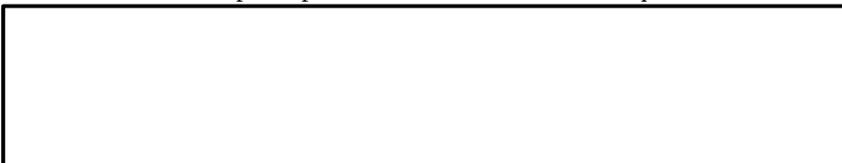
C'était une erreur stratégique car le projet Devaquet qui remettait en cause les diplômes nationaux et ouvrait la voie à une sélection à l'entrée à l'université, était d'une ampleur sans précédent.

Et il fallait en tant que syndicat, s'y attaquer frontalement. C'est la position que j'avais défendue lors du secrétariat de mai 86, m'appuyant sur les luttes étudiantes menées à Bordeaux contre le projet Foyer qui préfigurait Devaquet. J'ai été minoritaire. Serge Gaysot, membre du secrétariat appelait à avoir un débat de fond sur l'université, surtout attentif à mettre en exergue la responsabilité du PS dans la situation dégradée de l'université.

Ensuite, au fil de la mobilisation étudiante, la position nationale de l'UNEF a évolué et le syndicat a enfin pu jouer son rôle pour le développement du mouvement et obtenir le retrait du projet Devaquet. »

Et le témoignage de Xavier Aknine :

"L'appel de l'UNEF ID lancé lors des États Généraux de mars 87 pour la réunification des 2 UNEF était une opération politicienne de récupération du mouvement contre Devaquet, pleine de mépris à l'égard des étudiants non syndiqués qui ont été les acteurs principaux d'un mouvement historique, et



Témoignage

Mon témoignage sur mes années Unef du début jusqu'au mouvement contre le projet Devaquet (1984-1986).

Venant d'une famille de centre-droit et catholique, c'est ma socialisation à Ivry (colonies de vacances, équipements culturels et le contact au lycée avec de nombreux enfants de militants communistes) qui m'a fait rejoindre les jeunesses communistes en 1982. Je milite activement au sein du cercle de la JC du lycée Romain Rolland où je suis responsable de la diffusion du journal Avant-Garde. Je milite aussi à l'UNCAL. Les communistes sont hégémoniques au lycée aussi bien chez les élèves que chez les enseignants. Il y a un seul lycéen qui milite au PCI lambertiste et les actions de Lutte Ouvrière sont menées par des enseignants extérieurs à l'établissement. Je prends donc l'habitude d'un militantisme très particulier sans véritable confrontation. Je suis très circonspect sur la rupture de l'Union de la gauche en 1984 que je n'admettrai et comprendrai que bien plus tard. Je me détache donc un peu du militantisme et ne reprend pas ma carte à la JC (je prendrai en 1985 ma carte à l'UEC après avoir eu des responsabilités à l'UNEF, entre convictions et nécessité de montrer patte blanche à l'organisation politique afin d'être tranquille pour développer le syndicat).

C'est en juin 1984 que j'obtiens mon bac scientifique. Au dernier moment je décide de m'inscrire en histoire.

Lors de mon inscription à Paris I, j'aperçois dans la fosse de Tolbiac Frédéric Boccara – ancien du même lycée que moi - qui appelle à l'adhésion à l'UNEF. Je prends donc ma carte. Pendant la première année, je milite très peu mais en 1985 l'UNEF Paris 1 connaît une crise d'encadrement. L'interim de la direction est assurée par Jacques Rebière qui propose à Pierre Ramognino qui est en seconde année d'histoire et à moi-même qui suis en première année de devenir respectivement président et secrétaire à l'organisation. Nous nous attelons à la tâche et participons au congrès de Colombes [mai 1985]. Je n'y ai pas

tout compris ni véritablement perçu les raisons du départ des chevémentistes. En revanche, j'ai un souvenir extraordinaire du discours de Henri Krasucki qui y compara le capitalisme au monopoly.

Avec Pierre Ramognino, nous redonnons de la vie à l'AGE et peu à peu une équipe dynamique se met en place où les liens amicaux furent très forts et ont pour la plupart traversé les décennies : Arnaud Flèche, Philippe Jarry, Catherine Jouanneau, Florence Gaborit, Stéphane Nicolle, Gilles Bouley-Franchitti, Hélène Valadeau, Anna Moirin, Jacques Rebière, Pascal Clerget, Eric Lafon, Eric Marazanoff, Juliette Lassalle, Pierre-Marie Perinetti, Sandrine Saule, Joël Riandey, Laurent Soucaille, Thierry Hin, Martine Delvainquier, Eric Bimbi ...)



Nous développons aussi l'antenne locale de la CAEL avec Christophe Menuel et Isabelle Grisolia. Le local de la coop est le véritable centre de gravité de l'Unef. Nous la maintiendrons en place après la liquidation de la CAEL [juin 1985]. Notre local qui est en A401 et auquel on parvient par les ascenseurs verts est un lieu d'une grande activité. Composé de trois salles, dans la première la coop donc, dans la seconde les réunions et la troisième le rangement et toutes sortes d'activités plus ou moins licites. Les murs sont collés d'affiches syndicales, de caricatures... Dans une armoire, l'UEC peut entreposer son matériel. Le local de l'UNEF ID est au même étage, nous nous croisons donc souvent notamment dans l'ascenseur incontournable dans la tour de Tolbiac. Peu de discussions avec les militants de la maison d'en face, je ne parle qu'à Pauline Haour que je retrouve en 2016 lors des initiatives des trente ans du mouvement contre le projet Devaquet, sous les ballons du Snes et maintenant sur... Facebook.

Etudes, vie militante, amours, tout s'entremêlent dans une humeur joyeuse. Il faut prendre la mesure de cette sorte de militantisme 24h/24, d'une intensité incroyable. Je me souviens que nous pouvions nous laisser enfermer dans la fac et y dormir pour être les premiers à coller le matin, nous pouvions aussi dormir chez l'un de nous qui disposait de l'appartement de ses parents rue Philibert Lucot à quelques rues de la fac, des longues soirées à la pizzeria avenue de Choisy. Pour des jeunes comme nous, ce furent des moments merveilleux.

Il m'arrive de prendre régulièrement le café avec Philippe Campinchi, futur président de l'UNEF ID et qualifié par la presse de Ministre de l'Intérieur de la coordination nationale en novembre-décembre 1986. Pendant toute l'année 1985/1986 il m'explique ce que doit être une politique révolutionnaire, quelle sera ma surprise quand lui et le groupe emmené par JC Cambadélis passeront du jour au lendemain au PS. Première leçon de choses.

En 1985/1986, notre activité syndicale monte en puissance et lors du congrès de Limoges [mai 1986], notre délégation s'affirme ; Pierre Ramognino est élu au Bureau national – malgré quelques réserves venues de l'UEC nationale car nous avons eu le mauvais goût avec de nombreux cadres de l'Unef de Tolbiac de signer un texte collectif « Pour un 26e congrès du PCF extraordinaire ». Les relations avec l'UEC locale malgré cet épisode sont bonnes et sa secrétaire Hélène Valadeau toujours sur le terrain et toujours impliquée dans l'UNEF jamais en surplomb et sans aucun esprit de domination.

Je participe de plus en plus aux initiatives nationales de l'UNEF dont les stages, j'y rencontre Frédéric Geismann, président de l'AGE de Bordeaux très impliqué dans la mobilisation étudiante du printemps 1986. Je fais aussi connaissance des membres du BN et du secrétariat national. En août 1986, je participe au train de l'amitié

organisé par la JC en RDA et dirigé par Isabelle Lorand . Je suis favorablement surpris par le pays et y rencontre des communistes allemands qui pour certains défendent la perestroïka de Gorbatchev. Notre militantisme va donc jusqu'à partir en vacances ensemble.



[Le Centre Pierre Mendès France, rue de Tolbiac]

En septembre avant que les étudiants ne fassent leur rentrée, je me sens en phase avec l'orientation développée au niveau national : lutter contre toutes les formes d'application des politiques libérales à l'Université et renforcer l'UNEF. Mais quand les étudiants font leur rentrée et que l'information sur le projet Devaquet s'intensifie, nous percevons avec Pierre Ramognino comme une sorte de décalage entre notre orientation et les nécessités de la mobilisation. Rien de très explicite au début mais quand dans les AG convoquées par l'UNEF ID ou par nous-mêmes, les étudiants se rendent par dizaines puis par centaines, quand la grève est votée à Paris XIII puis bientôt dans les autres universités, quand la proposition de l'UNEF ID d'Etats généraux est massivement acceptée à Paris 1 et que les étudiants acceptent d'y élire une délégation, nous commençons à comprendre que si notre travail de terrain a aussi porté ses fruits, nous risquons d'être emportés par la vague. Nous intervenons donc dans les instances de l'UNEF pour proposer que nous fassions du retrait du projet Devaquet un objectif central sans nous limiter à son « déracinement ». Retrait ou déracinement (c'est à dire la lutte pied à pied contre les conséquences des politiques libérales anciennes ou à venir) sont les deux branches de l'alternative dans nos débats.

Nous avons peu d'échos dans les discours mais progressivement notamment en province les AGE se mettent en mouvement, certaines comme celles de Limoges ou de Nancy sont mêmes pionnières.

Évidemment, l'air anti-organisation dont est aussi victime l'UNEF ID qui est obligée de transformer ses « Etats généraux de l'UNEF ID » en Etats généraux de tous les étudiants » nous perturbe. Nous continuons donc à porter nos auto-collants siglés et à organiser nos propres manifestations mais nous sentons bien que nous sommes à contre-courant. A Paris 1, nous décidons donc d'investir à plein les structures que se donne alors le mouvement et participons aux élections des délégations pour la coordination nationale.

Nous avons de ce point de vue du retard à rattraper mais c'est là que nos relations plutôt bonnes avec la tendance LCR de l'UNEF ID va nous servir. Nous combattons ensemble la proposition de l'UNEF ID portée par Isabelle Martin d'amender le projet pour en casser la logique disait-elle. Christophe Rameau représentant brillant de la tendance LCR nous propose de faire en sorte que l'un d'entre nous soit parmi les cinq qui seront élus à la coordination nationale. Il obtient l'accord des majo de l'UNEF ID et Arnaud Flèche est élu en AG comme l'ensemble de la délégation à l'unanimité.

C'est la première négociation de ma vie. Arnaud Flèche sera donc l'un des quelques militants de l'UNEF à siéger à la coordination nationale avec Vincent Guicharnaud (Limoges), Luis Ferrari (Toulouse), Isabelle Lorand (médecine), Xavier Aknine (médecine)... J'en oublie mais ils n'étaient pas nombreux.

En quelques jours, notre jeune équipe reçoit une formation accélérée. Je me demande encore aujourd'hui à quel moment et pourquoi la transmission mémorielle s'est interrompue au sein de l'UNEF. Je n'avais jamais entendu parler de coordination nationale, d'Etats

généraux étudiants alors que ce furent des formes de mobilisation dans les années 1970. Nous avons à Paris 1 été jetés dans la fosse aux lions sans expérience, sans mémoire du syndicalisme étudiant. Il a fallu vite s'adapter. Nous sommes abasourdis quand nous apprenons le départ à l'armée d'une partie du secrétariat national de l'UNEF. Aujourd'hui, je peux témoigner de la force extraordinaire qu'il a fallu à Xavier Aknine pour tenir debout la maison.

L'échec des Assises des luttes à Créteil le 29 novembre organisée par l'Unef est patent ; l'idée qui en avait été élaborée avant le mouvement était une bonne chose mais les tenir après le déclenchement du mouvement et les coordinations nationales était une erreur. Cela me confirme que l'UNEF fait fausse route et qu'il faudra penser à frais nouveaux les rapports entre la syndicalisation et le mouvement.

J'étais alors en licence et donc à la Sorbonne mais en réalité je concentrais mon activité à Tolbiac où la grève était totale, les amphis occupés jour et nuit. Seuls les étudiants en gestion où dominait une association l'ADEG présidée par...Luc Chatel ne votèrent la grève qu'au dernier jour, quelques heures avant l'annonce du retrait.

Lors du CN qui s'est tenu durant les Assises, mon élection au Bureau national en plein mouvement ainsi que celle de Patricia Daguerre de Nancy est peut-être le signe qu'au sein de la direction les choses commencent à changer. Sur le moment, nous sommes pris dans le tourbillon des manifestations, des coordinations nationales, de la confrontation avec les violences

policieres et surtout la mort de Malik Oussékine.

Le retrait du projet Devaquet est ressenti par tous les militants de Paris 1 comme une immense victoire mais des sentiments complexes s'expriment ailleurs dans l'UNEF et peut-être dans chacun de nous. Pour certains, nous avons raté le mouvement, pour d'autres le retrait du projet Devaquet ne règle rien et nous avons raison de nous en tenir au « déracinement ». La dernière coordination nationale nous donne malgré tout une perspective : Des Etats Généraux de l'Enseignement supérieur et l'inscription dans les points revendicatifs d'identifiants de l'UNEF notamment sur les politiques sociales.

Ensuite, je m'engagerai avec d'autres et avec la majorité du congrès de Saint-Etienne (automne 1987) qui m'élit au secrétariat national à élaborer ce que nous appellerons « la stratégie du rassemblement ». Ces quelques semaines m'ont transformé et sont à la base de mes convictions profondes sur le mouvement social, je suis presque devenu ce qu'on appelle un « mouvementiste » et dans les luttes aussi bien qu'en politique j'ai été à marqué à jamais par le souci de l'unité. Au moment de mon élection au secrétariat national j'adhère au PCF. Les rapports complexes entre le syndicat et l'UEC ne font pas obstacle et l'intensité de l'engagement syndical rend pour moi nécessaire une intensification de mon engagement partisan.

Quelques mots sur l'UEC, les interprétations sont difficiles, voici la mienne. Je pense qu'au début du mouvement, l'UEC a été un frein et a incité la direction de l'UNEF à ne pas demander en tant que tel le retrait du projet Devaquet notamment pour ne

pas dédouaner le PS de ses responsabilités dans les politiques antérieures de démantèlement de l'enseignement supérieur. Son mot d'ordre symétrique à celui de « déracinement » était « révolutionner l'université ». Mais comme ses militants n'étaient pas en première ligne en général contrairement à ceux de l'UNEF, elle a pu tourner plus facilement au cours du mouvement. J'en veux pour preuve que l'une des discussions au cours du mouvement portait sur le fait de mettre ou pas des badges siglés UNEF. En porter et nous le faisons signifiait que nous refusions la dilution de l'organisation syndicale dans les structures du mouvement. Et d'un seul coup l'UEC a édité un dollar à l'effigie de Devaquet mais sans le signer UEC. Cela choqua beaucoup parmi les communistes de l'UNEF, mais c'était outre l'opération financière une manière de s'insérer dans le mouvement et y être utiles en lui donnant un contenu ant-capitaliste. L'UEC poursuivit d'ailleurs dans ce sillage et se demanda lors de la préparation des Etats Généraux de 1987 s'il ne fallait pas que l'UNEF se dépasse et que les Etats Généraux deviennent la nouvelle organisation des étudiants (La JC fit la même chose avec les lycéens en créant début 1987 le Mouvement des Etats Généraux Lycéens) en lieu et place de l'UNCAL moribonde). A l'UNEF, nous nous y opposerons et reçurent en la matière le soutien de Henri Krasucki mais cela est une autre histoire.

Frédéric Genevée (17 mars 2021)

J'ai écrit ce témoignage sans consulter d'archives. Plus centré sur 1986, il est le pendant d'un [entretien](#) que j'avais donné à la Cité des Mémoires Etudiantes en février 2015